



DOSSIER DE PRESSE

LYCEE

Un lycée à la carte... pour ceux qui connaissent le dessous des cartes

Nombre de lycées voient aujourd'hui leur dotation horaire baisser : c'est précisément à cet instant qu'on leur demande de faire encore plus travailler les enseignants pour orienter les élèves dans la jungle de « Parcoursup » et de mettre en place une nouvelle réforme des lycées.

La situation n'a cessé de se dégrader dans les lycées par un mécanisme simple : le ministère n'a pas donné les moyens d'absorber l'augmentation démographique (+3% par exemple entre 2015 et 2016, source Depp). Pour résoudre cette équation, il n'y a alors que deux solutions, augmenter le nombre d'élèves par classes, supprimer le travail en groupe et/ou diminuer le nombre d'heures de cours.

La prochaine réforme du lycée s'appuiera précisément sur cette mécanique, masquée par des grands discours presque révolutionnaires sur la « démocratisation ». Au menu : suppression du groupe classe comme repère stable, avec la possibilité pour les élèves de formuler des choix différents d'un semestre à l'autre : les groupes seront forcément à géométrie variable. Il est à craindre une diminution des horaires disciplinaires par rapport à la situation actuelle, dans la continuité de la précédente réforme des lycées qui date tout juste de 2010. Luc Chatel avait déjà imposé une réduction dans certaines disciplines.

S'il est affirmé dans le rapport de la commission Mathiot que l'EPS ne devrait pas être impactée, rien n'est moins sûr en terme de volume global : le risque de ne plus avoir d'EPS lors du dernier semestre de terminale, des options (appelées aujourd'hui « mineures ») uniquement en classe de première.

Le reste de la réforme propose un dédale dans lequel l'élève aura du mal à naviguer tant les choix multiples seront à faire et refaire à chaque semestre. On sait que dans ce contexte, les expériences des autres pays sont explicites, seuls les élèves qui ont chez eux les ressources culturelles pour faire les « bon choix » s'en sortent. En clair, sous couvert de démocratisation, c'est exactement l'inverse qu'on nous vend : une prime aux catégories socio-culturelles favorisées.

Si le lycée et le Bac doivent être réformés, ce n'est pas dans un délai aussi court, sur des bases aussi discriminantes pour les élèves et contre l'avis de la quasi totalité des organisations représentatives des enseignants et des parents.

Un lycée moins cher : voilà la principale préoccupation du ministère qui doit permettre à 50 % d'une classe d'âge (objectif européen : traité de Lisbonne 2000) d'accéder au niveau licence. Comme on veut créer une entité appelée « Bac-3/bac +3 », pourquoi faudrait-il payer pour les 50 autres pourcents ? Le mieux serait de les dissuader... ou de les sélectionner à l'entrée au lycée : ça viendra plus vite qu'on ne le croit.